

Département d'État des États-Unis
Communiqué de presse
Jeff Rathke
Directeur du Bureau des relations avec la presse
Washington, DC
15 mai 2015

Les États-Unis sont alarmés par les rapports faisant état d'attaques de représailles au Burundi à la suite de la tentative de coup d'État du 13 mai, ainsi que par le risque croissant de plus grandes violences et atrocités. Les États-Unis appellent de toute urgence le président Nkurunziza à condamner et arrêter l'usage de la violence par la police et les jeunes milices Imbonerakure du parti au pouvoir, contre les manifestants opposés à un troisième mandat. Les États-Unis condamnent fermement tous les actes de violence et de représailles à l'encontre de ceux qui ont participé à des manifestations contre un troisième mandat. Les individus qui commettent des violences ou les encouragent, ou qui exercent des représailles contre les opposants à un troisième mandat, doivent être tenus pour responsables.

Les États-Unis soutiennent l'État de droit et s'opposent aux tentatives de prise de pouvoir illégale. Les États-Unis pensent aussi que les accords d'Arusha qui ont mis fin à l'atroce guerre civile du Burundi doivent demeurer pour ce pays le fondement de la stabilité et de la réconciliation d'après-guerre. La décision du président burundais Nkurunziza de ne pas tenir compte de l'accord d'Arusha pour se porter candidat à un troisième mandat a créé l'instabilité et la violence.

Les États-Unis sont en train de prendre des mesures pour refuser des visas aux individus responsables de violences. Nous appelons tous les autres gouvernements à faire de même. Les États-Unis soulignent également que, conformément à la législation américaine, ils ne peuvent fournir de formation ou d'assistance militaire à des unités militaires commettant de graves violations des droits de l'homme. Nous soutenons la récente décision de l'Union africaine de retarder le prochain déploiement des troupes burundaises dans le cadre de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), et nous notons que l'instabilité et la violence constantes au Burundi, notamment les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité, pourraient menacer la capacité du Burundi de continuer à participer à la mission de maintien de la paix de l'AMISOM.

Les États-Unis soutiennent pleinement les efforts de médiation de l'envoyé spécial des Nations unies Said Djinnit et des représentants spéciaux de l'Union africaine à Bujumbura, ainsi que les efforts de l'East African Community, de l'Union africaine, et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, visant à ramener la paix et la stabilité au Burundi. Nous conseillons vivement à toutes les parties prenantes au Burundi de s'engager immédiatement et sérieusement dans ces efforts de médiation.

Les États-Unis se félicitent des décisions prises par d'autres partenaires donateurs de réduire ou de suspendre leur assistance et leur soutien financiers au gouvernement du Burundi en réponse à l'instabilité et à la violence ininterrompues. Nous apprécions également l'empressement de la Tanzanie, du Rwanda et de la République démocratique du Congo à accueillir plus de 100 000 réfugiés burundais qui ont fui leur pays et nous appelons le gouvernement du Burundi à lever les

barrages routiers et autres obstacles empêchant les populations civiles de se rendre dans les pays voisins pour y être en sécurité.

Nous soutenons le peuple du Burundi en cette période critique. Nous demandons de toute urgence au gouvernement burundais de démontrer par ses actions au cours des prochains jours, son engagement en faveur d'un avenir pacifique pour tout le peuple du Burundi.